

à la situation économique. Veut-il dire aux Canadiens qu'il ne s'est rendu compte du problème qu'après les élections?

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, je suis membre du Cabinet actuel depuis 1984 et j'en suis très fier. Je sais que nous avons dû nous accommoder d'un déficit que le gouvernement précédent avait commencé à amasser bien avant 1984.

M. Allmand: C'est à cause de ce déficit que vous avez fait pour 17 milliards de dollars en promesses.

M. Bouchard (Roberval): Le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Allmand) est l'un des ministres les plus expérimentés du gouvernement précédent. Il sait très bien que son gouvernement a dilapidé les deniers publics à compter de 1970, mais surtout en 1984.

J'ai dit, dans mon discours, que les années 70 étaient des années d'abondance. On a dépensé follement l'argent sans s'inquiéter du lendemain. En fait, ce qui est arrivé en 1984, c'est que nous avons hérité d'un déficit de 38 milliards de dollars que nous avons dû réduire. Nous l'avons fait et c'est ça l'essentiel.

En quatre ans, le Parti libéral a créé une dette d'environ 225 milliards de dollars. Nous avons tenté de réduire cette dette et nous y sommes parvenus. Mais il est évident que nous ne pouvions pas réparer tous les dégâts que le gouvernement précédent a commis pendant 15 ou 20 ans.

Puisqu'il siège comme moi aux Communes, le député de Notre-Dame-de-Grâce sait que tous les jours et toutes les semaines, depuis 1984, le ministre des Finances (M. Wilson) ou d'autres ministres nous parlent du problème du déficit que nous avons réussi à réduire.

M. Allmand: Vous avez fait pour 17 milliards de dollars en promesses.

M. Bouchard (Roberval): C'est ce qui explique la décision que les Canadiens ont prise le 21 novembre. Ils savaient ce qu'ils faisaient. Ils étaient au courant de ce que les libéraux avaient fait. C'est parce qu'ils étaient renseignés que nous siégeons toujours de ce côté-ci de la Chambre. Je crois que vous tenez la réponse, monsieur le Président. Les Canadiens ont eu confiance en nous en 1984 et en 1988 parce qu'ils savaient que nous allions continuer à faire ce que nous faisons déjà. Nous allons poursuivre dans cette voie. Compte tenu de la situation actuelle, il nous faut un budget dur et sérieux comme

celui-ci. Nous ne revenons pas sur le passé. Il nous faut songer au présent et à l'avenir.

M. Benjamin: Monsieur le Président, le ministre des Transports (M. Bouchard) et ses trois prédécesseurs avaient promis de fournir de nouvelles locomotives à VIA Rail et ils l'ont fait; ils s'étaient engagés à procurer à VIA Rail le nouveau matériel roulant dont cette société a besoin pour couvrir ses coûts et réduire de 300 à 400 millions de dollars par année sa dépendance par rapport au Trésor national. Les trois prédécesseurs incompétents du ministre et lui-même ont dépensé plus d'argent à réparer de vieux wagons destinés au transport des voyageurs qu'il ne leur en aurait fallu pour en acheter de nouveaux. Quand le ministre va-t-il cesser ces folies et appliquer une saine gestion à l'exploitation de VIA Rail?

M. Milliken: Après que le gouvernement aura supprimé cette société.

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, le gouvernement actuel et le précédent ont dépensé 5,4 milliards de dollars depuis 1977.

M. Benjamin: Pas toujours à de bonnes fins.

M. Bouchard (Roberval): J'ai écouté le député et j'espère qu'il va m'écouter. Depuis 1984, nous avons ajouté 1,2 milliard de dollars et 600 millions de dollars au capital d'exploitation de cette société. L'avenir est aussi sombre aujourd'hui qu'il l'était en 1984. La question n'est pas de savoir le genre de service que nous pouvons offrir, mais le montant d'argent que nous pouvons nous permettre de consacrer à un moyen de transport que 3 p. 100 seulement des Canadiens utilisent. Nous disposons d'un budget limité. Le député ne l'ignore pas. Les néo-démocrates sont toujours prêts à dépenser parce que cela ne leur coûte pas cher. Nous avons expliqué aux Canadiens qu'il y avait une explosion de la demande pour le transport aérien et beaucoup d'autres moyens de transport, mais pas pour le transport ferroviaire des voyageurs. Vingt-cinq p. 100 de l'argent dépensé par six millions de voyageurs canadiens sont allés au transport aérien et 3 p. 100 seulement au transport ferroviaire. Il faut reconnaître les faits et déterminer la meilleure façon de dépenser les crédits budgétaires alloués au ministère des Transports. Nous allons consacrer au transport ferroviaire des voyageurs 541 millions, 435 millions, 395 millions, 275 millions et 250 millions de dollars respectivement au cours des cinq prochaines années.

[Français]

M. Assad: Monsieur le Président, je m'adresse au ministre des Transports, et je voudrais soulever quelque chose de plus local, l'Ouest du Québec. Il y a beaucoup de correspondance entre vous-même et le ministre des Transports du Québec. Et même votre propre collègue—on est d'accord, remarquez bien—même votre propre collègue d'Argenteuil—Papineau (M^{me} Bourgault) a